

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 2023 SELON LE PANEL DES PRÉVISIONNISTES DE L'OFCN

Elliot Aurissergues et Anissa Saumtally

Comme chaque année depuis 2018, l'OFCE a organisé fin novembre 2022 la rencontre de l'Observatoire Français des Comptes Nationaux. Cet événement est l'occasion pour les différents organismes réalisant des prévisions sur l'économie française et son environnement international (INSEE, Direction Générale du Trésor, Banque de France, Rexecode, OFCE pour les instituts spécialisés auxquels s'ajoutent des acteurs privés) d'échanger sur leurs prévisions respectives, leurs scénarios conjoncturels et leurs méthodes. En plus des organismes réalisant des prévisions, des institutions importantes y assistent en tant qu'observateurs : partenaires sociaux, UNEDIC, IRES, Haut Conseil des Finances Publiques. En amont de cette rencontre, les organisateurs collectent auprès des différents instituts les prévisions pour l'année en cours et l'année suivante et envoient un questionnaire plus qualitatif aux participants afin de recueillir leurs opinions sur le scénario économique des prochaines années. Les prévisions ont été réalisées en octobre ou en novembre à l'exception de celle du Trésor effectuée en août. Certaines n'intègrent donc pas l'information fournie par les versions provisoires des comptes nationaux du troisième trimestre 2022, disponible par exemple fin octobre en France. Par ailleurs, la Banque de France a réalisé une nouvelle prévision entre la rencontre de l'OFCN et la parution de ce *Policy brief*. Nous avons choisi de la prendre en compte dans la présentation des résultats.

L'édition 2021 de l'OFCN s'était caractérisée par une certaine confiance dans une solide reprise post-Covid-19. En moyenne, les instituts prévoyaient ainsi des taux de croissance de 4 % en 2022 pour la France, l'Italie, l'Allemagne et les États-Unis, 5 % pour le Royaume-Uni et jusqu'à 6 % pour l'Espagne. Ces prévisions peuvent apparaître exagérément optimistes aujourd'hui mais il convient de rappeler qu'il s'agit du taux de croissance après une année 2021 encore très marquée par les restrictions liées à la pandémie. Si ce scénario s'était réalisé, le PIB 2022 n'aurait été supérieur à celui de 2019 que de 2 % en France et en Allemagne, 1 % au Royaume-Uni et en Italie et de 6 % aux États-Unis. Le PIB espagnol aurait lui toujours été inférieur à son niveau de 2019. Le scénario de croissance envisagé par les panélistes de l'OFCN en 2021 était donc vraisemblable. En ce qui concerne les tensions inflationnistes qui étaient déjà significatives aux États-Unis et qui avaient commencé à apparaître en Europe, les panélistes les voyaient se réduire au cours de l'année. Ainsi, aucun institut ne prévoyait de taux d'inflation supérieur à 3 % en France et en zone euro en 2022.

Calendrier des réalisations des prévisions présentées à l'OFCN 2022

Fin de l'été 2022	Octobre 2022	Novembre 2022
DG Trésor (PLF), Société Générale, Banque de France (15/09)	Insee, FMI, OFCE	Crédit Agricole, Exane, ING, Natixis, OCDE, Rexecode, Banque de France (17/12)

NB : La Banque de France a présenté ses prévisions publiées en septembre à l'OFCN 2022, nous incluons également dans ce *Policy brief* ses prévisions plus récentes de décembre 2022.

Ce scénario a été rapidement invalidé. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et le jeu de sanctions et contre-sanctions ont fait bondir les prix de l'énergie, en particulier en Europe avec un double impact négatif. D'une part, la dégradation des termes de l'échange réduit le pouvoir d'achat des ménages et donc leur consommation. D'autre part, le renforcement des tensions inflationnistes, y compris pour la partie dite « cœur » de l'inflation, induit une politique monétaire plus restrictive des banques centrales européennes, avec là aussi un impact négatif sur l'activité. L'investissement des entreprises et des ménages en Europe a été freiné par l'incertitude géopolitique accrue¹ tandis que les exportations européennes vers le marché russe, représentant certes une part limitée des exportations et de la production des pays européens, se sont effondrées. Cependant, les difficultés économiques de l'année 2022 ne sont pas toutes imputables à la guerre en Ukraine. En Chine, les mesures « zéro Covid » ont persisté beaucoup plus longtemps que prévu avec là aussi un double effet. D'abord, cela a impacté négativement la croissance chinoise, réduisant les débouchés des exportateurs européens. D'autre part, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement ont renforcé l'inflation en Europe et aux États-Unis. Aux États-Unis, la croissance s'est révélée plus faible qu'anticipée et l'inflation post-Covid plus forte. Des taux d'inflation inédits depuis les années 1980 ont conduit à un resserrement monétaire accéléré de la part de la Réserve fédérale dont les conséquences directes et indirectes sur l'économie américaine mais aussi sur le reste de l'économie mondiale sont au centre des questions pour 2023.

Face à ce tableau inquiétant, la prudence a dominé l'édition 2023 de l'OFCN avec des prévisions de croissance très faibles, n'excluant pas la possibilité de récessions pour certains pays. Pour la France, le consensus reste positif sur le taux de croissance avec une prévision moyenne à 0,5 % mais l'incertitude demeure là aussi importante. La crise énergétique et la persistance des tensions inflationnistes avec le possible enclenchement d'une boucle prix-salaires ont fait l'objet de deux tables rondes résumées chacune dans un encadré.

Perspectives mondiales pour 2023

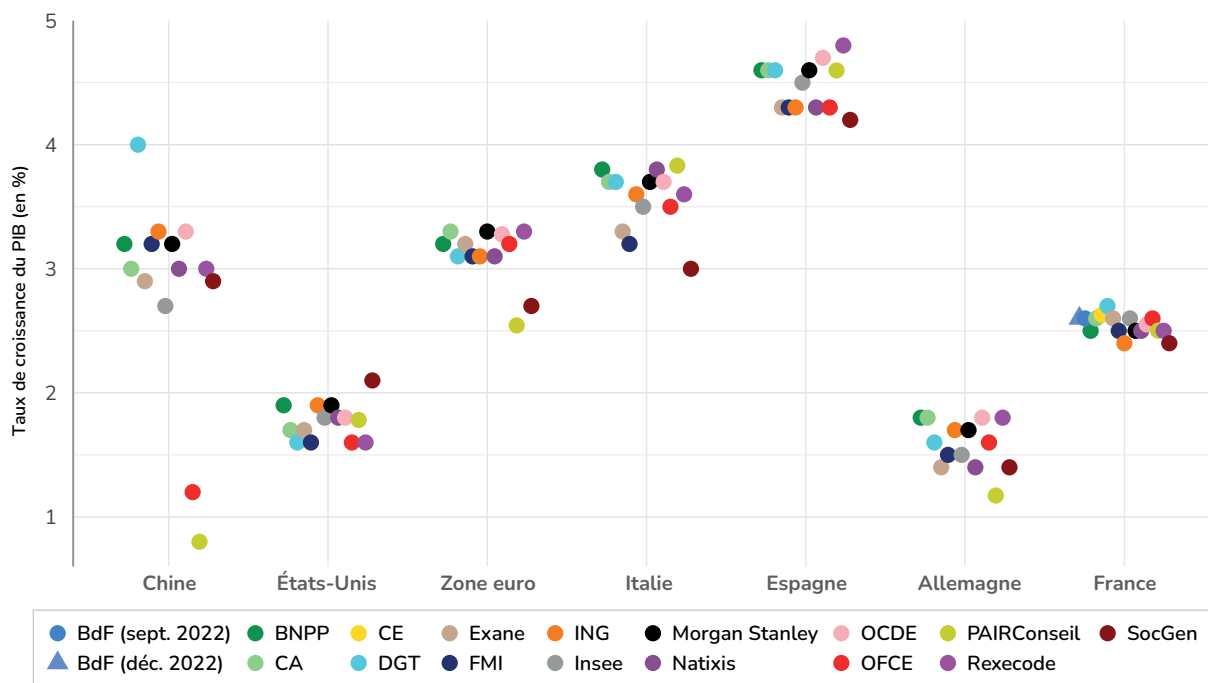
Les panelistes de l'OFCN prévoient dans l'ensemble une croissance atone pour les deux derniers trimestres de 2022, se traduisant par des croissances annuelles de l'ordre de 2,5 % en France, 1,5 % en Allemagne, 3 % en zone euro et entre 1,5 et 2 % aux États-Unis (graphique 1). La croissance chinoise serait de l'ordre de 3 % en 2023, un chiffre faible au regard des performances de l'économie chinoise ces dernières années mais qui s'explique par la persistance des restrictions liées au Covid. Les économies espagnole et italienne ont en revanche bénéficié de la reprise du tourisme mondial avec des taux de croissance qui devraient respectivement avoisiner les 3,5 et 4,5 %.

1.

Sur le sujet, voir Caldara Dario et Iacoviello Matteo (2022), « Measuring Geopolitical risks », *American Economic Review*, vol. 112, n° 4, pp. 1194-1225. On pourra aussi consulter Sampognaro Raul, (2022), « Guerre en Ukraine et tensions internationales, quel impact sur le PIB ? », *Revue de l'OFCE*, n° 178, 2022(3), pour une application sur la crise actuelle.

Cette performance ne devrait toutefois pas permettre à l'Espagne de revenir à son niveau de production de 2019. La plupart de ces prévisions intégrant les acquis des deux premiers trimestres et de nombreuses informations sur le troisième, l'hétérogénéité est assez faible.

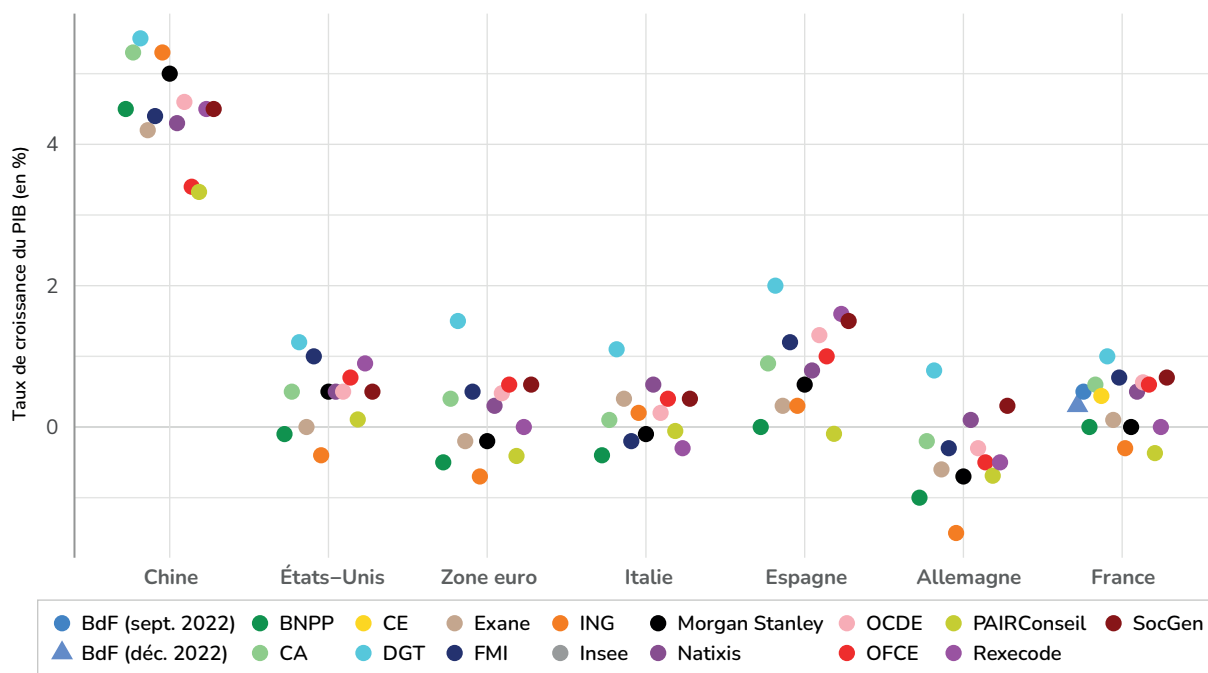
Graphique 1. Prévisions de taux de croissance pour 2022



OFCN, calcul des auteurs.

Aide à la lecture : pour chaque pays, les nuages de points sont pour une meilleure lisibilité. La position des différents instituts sur l'axe des abscisses n'est pas informative.

Graphique 2. Prévisions de taux de croissance pour 2023

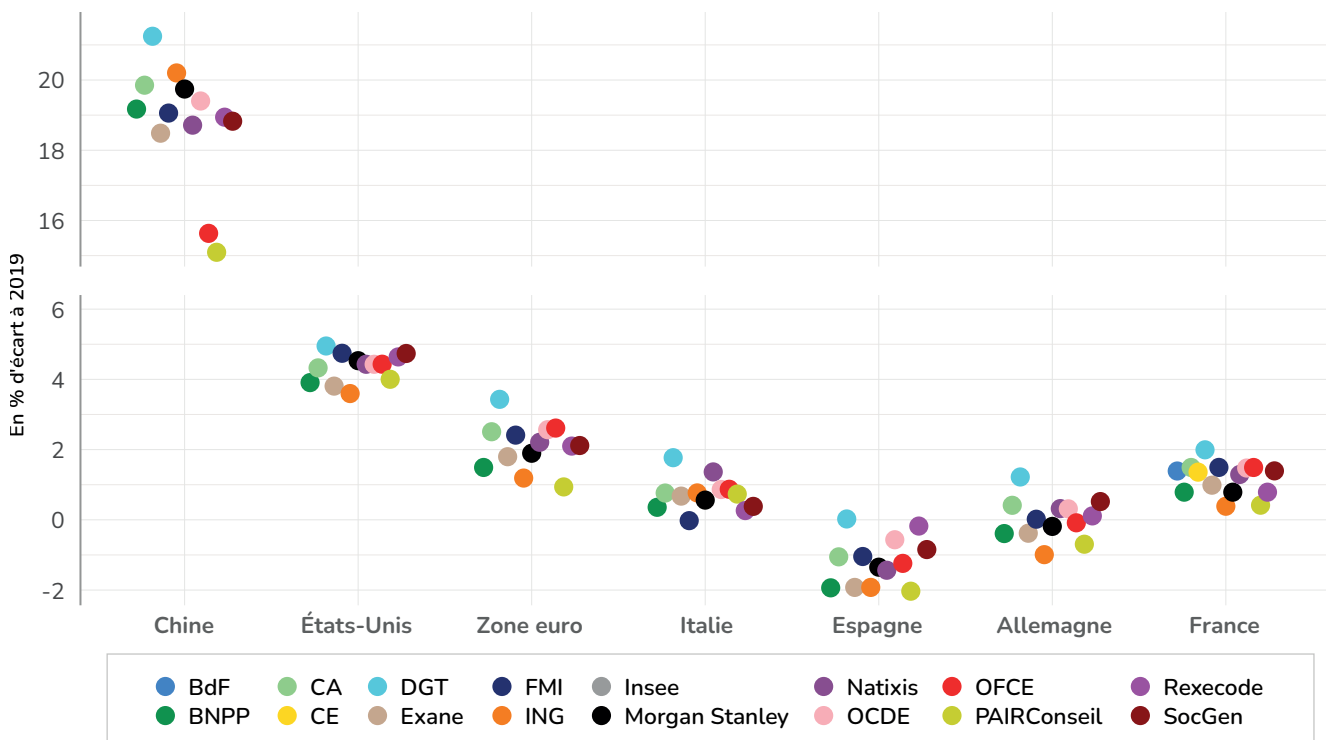


OFCN, calcul des auteurs.

Aide à la lecture : voir la note graphique 1.

Pour 2023, seule la Chine verrait sa croissance accélérer en raison de l'allègement anticipé des mesures « zéro Covid » (graphique 2). La croissance chinoise anticipée par les panélistes serait de l'ordre de 4 %. Pour les autres pays, le taux de croissance en 2023 devrait être compris entre 0 et 1 %. Pour l'Allemagne, en première ligne de la crise énergétique, une majorité d'instituts prévoit même une récession. Cette dernière n'est pas non plus exclue pour l'ensemble de la zone euro, les États-Unis ou la France. Si elle n'apparaît pas sur le graphique, la situation du Royaume-Uni inquiète également certains panélistes après l'épisode de chute de la livre en octobre dernier. Conséquence de cette faible croissance, le PIB de 2023 ne serait que légèrement supérieur à celui de 2019 dans les grands pays européens (graphique 3).

Graphique 3. Écart au PIB 2019

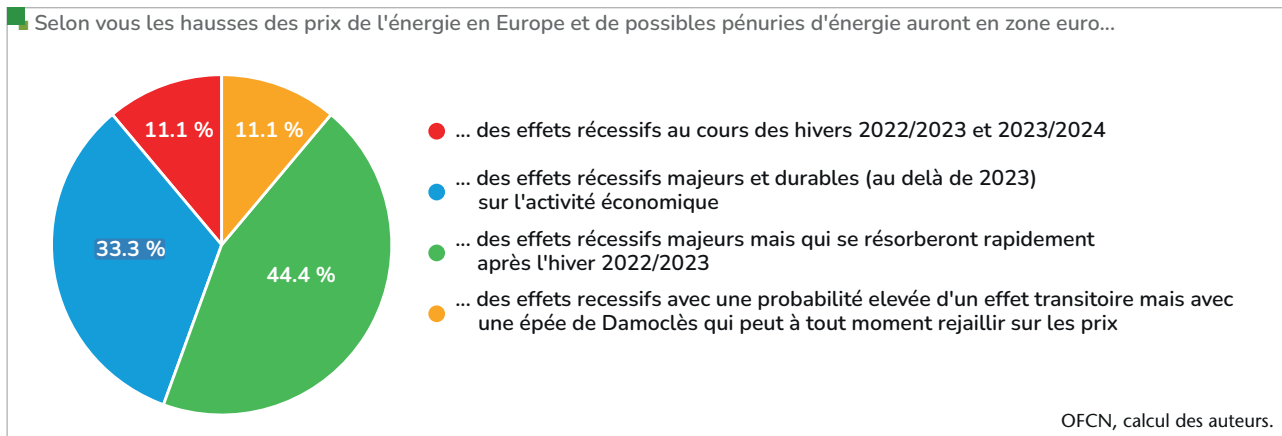


OFCN, calcul des auteurs.

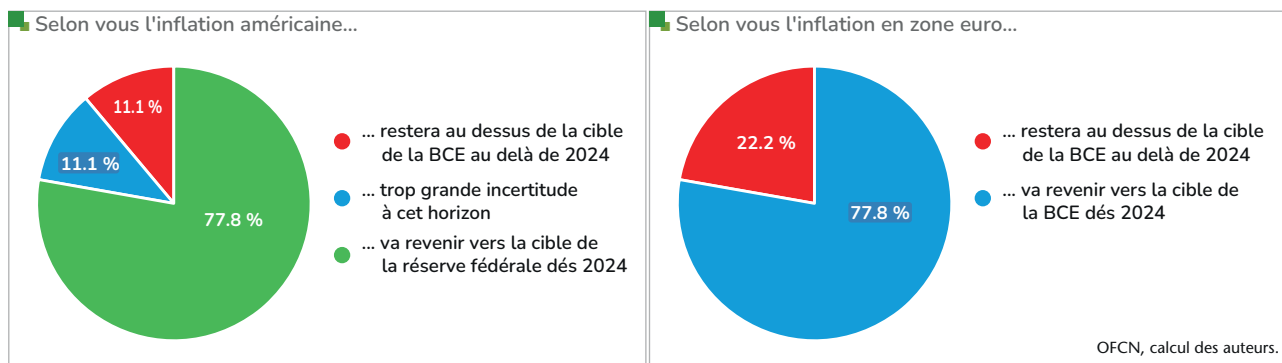
Aide à la lecture : voir la note graphique 1.

La crise énergétique est évidemment l'un des principaux facteurs explicatifs de cette faible croissance anticipée. Tous les répondants au questionnaire anticipent que cette crise aura des effets récessifs majeurs (graphique 4). Les répondants sont en revanche partagés sur l'idée que cette crise aura des effets au-delà de 2023. La crise énergétique explique aussi en partie les fortes tensions inflationnistes en 2022. La composante énergétique de l'inflation devrait cependant être plus faible en 2023. Ainsi, les panélistes prévoient une baisse de l'inflation en zone euro qui serait comprise entre 2 et 7 %. L'écart entre la prévision la plus faible et la prévision la plus forte montre la très forte incertitude pour 2023 sur cette question, notamment sur l'émergence ou non d'une boucle prix-salaires (voir encadré 1). À moyen terme, les trois quarts des répondants au questionnaire voient un retour de l'inflation vers la cible des banques centrales dès 2024 aux États-Unis et en zone euro (graphique 5).

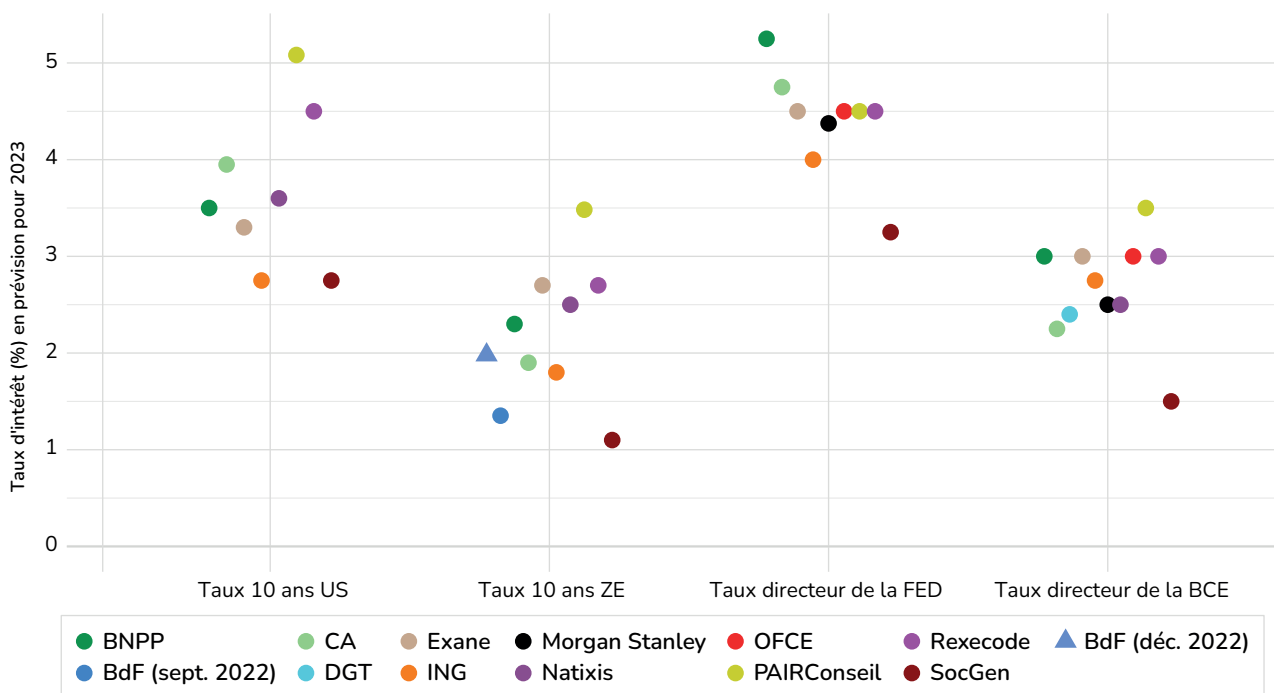
Graphique 4. Effets de la crise énergétique en zone euro



Graphique 5. Taux d'inflation à horizon 2024



Graphique 6. Prévisions de taux d'intérêt



OFCN, calcul des auteurs.
Aide à la lecture : voir la note graphique 1.

Conséquence de la poussée inflationniste, la politique monétaire s'est fortement resserrée à la fois aux États-Unis et en zone euro. Le taux directeur de la Réserve fédérale est passé en 2022 de 0,25 % à 4,5 %, celui de la BCE de 0 à 2,5 % et celui de la Bank of England de 0,25 à 3,5 %. Une remontée aussi rapide des taux d'intérêt est inédite depuis les années 1980. La poursuite de ce mouvement sera l'une des questions centrales de 2023 et peut-être des années suivantes. Les panélistes de l'OFCN sont très partagés sur le sujet. Le graphique 6 montre des prévisions de taux directeur fin 2023 qui vont de 3 à 5,5 % pour la Réserve fédérale et de 1,5 à 3,5 % pour la BCE. L'incertitude est la même pour le niveau des taux souverains à 10 ans aux États-Unis et en zone euro². Les panélistes et les répondants au questionnaire semblent anticiper des trajectoires différentes pour les États-Unis et la zone euro. La majorité des répondants au questionnaire pense que la remontée des taux se poursuivra aux États-Unis en 2023, atteindra un pic puis redescendra pour revenir vers une valeur comprise entre 2 et 3 % en 2024 (graphique 7a et 7b). Pour la zone euro, en revanche, la majorité des répondants voit les taux remonter à 3 % puis rester à ce niveau après 2023 (graphique 7c et 7d). Les répondants anticipent que cette violente hausse des taux aux États-Unis aura des effets récessifs majeurs tant sur le plan domestique que dans le reste du monde, les conséquences internationales de la politique monétaire américaine étant bien documentées³. Ils voient en majorité des effets plus limités du resserrement en zone euro, à condition toutefois que la BCE parvienne à éviter une trop grande hausse des *spreads* de taux souverains entre les différents pays européens.

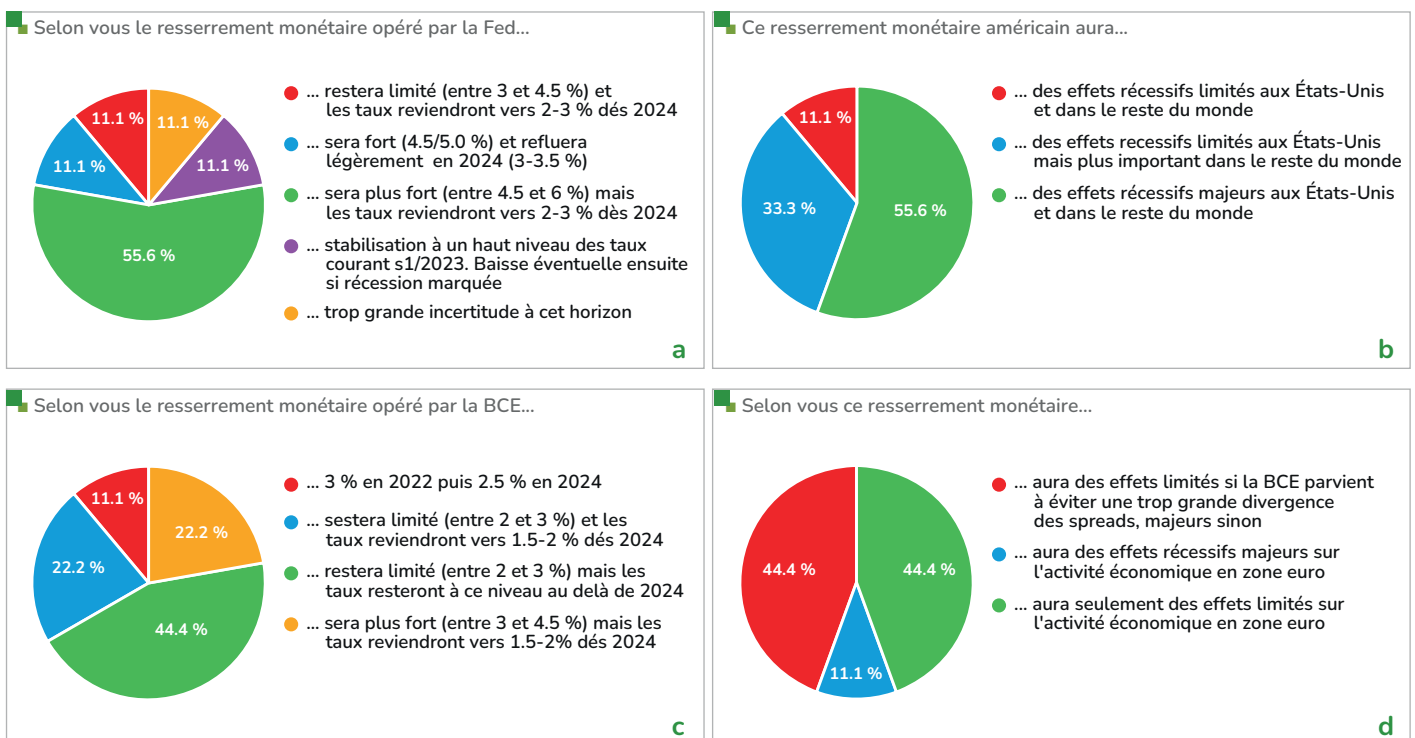
2.

Le *bund* à 10 ans a été pris comme référence pour les taux longs de la zone euro.

3.

Voir par exemple Degaspero Riccardo, Hong Seokki Simon et Ricco Giovanni (2020), « The Global Transmission of U.S. Monetary Policy », *The Warwick Economics Research Paper Series (TWERPS)*, University of Warwick, Department of Economics.

Graphique 7. Effets des resserrements monétaires



OFCN, calcul des auteurs.

Encadré 1. Boucle Prix-salaires

La table ronde sur la dynamique des salaires et des prix en France comportait trois panelistes : Hervé Le Bihan, adjoint au directeur de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques de la Banque de France, Emmanuel Bétry, sous-directeur diagnostic et prévisions de la Direction générale du Trésor et Grégory Verdugo, professeur des universités, directeur du Centre d'études des politiques économiques de l'Université d'Evry-Val d'Essonne, spécialiste de l'économie du travail et chercheur associé à l'OFCE.

Hervé Le Bihan a remis en perspective l'inflation actuelle. Il a rappelé que si le taux d'inflation mesuré à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est de 7 % en France et dépasse les 10 % en zone euro en glissement annuel au mois d'octobre 2022, cela s'explique par la très forte contribution des prix de l'énergie et des prix alimentaires. Leur hausse combinée explique 4,5 points d'inflation en France et 5,5 points dans le reste de l'Europe. L'inflation sous-jacente est comprise entre 2 et 3 % en France et est de l'ordre de 4 % en zone euro, des valeurs plus faibles mais toujours supérieures à la cible de la Banque centrale européenne (2 % pour rappel). L'année 2022 s'est caractérisée par une fréquence inhabituellement élevée des changements de prix, notamment dans l'industrie, par rapport aux années de basse inflation. La croissance des salaires en France s'est nettement accélérée par rapport à la période 2010-2019 mais reste inférieure à l'inflation avec une croissance en glissement annuel des salaires négociés de 4,4 % au troisième trimestre 2022. Cette hausse est en partie tirée par la hausse du salaire minimum de 8 % entre septembre 2021 et août 2022. La relative modération de l'inflation « cœur » et de l'inflation salariale pourrait s'expliquer par des anticipations d'inflation à moyen/long terme qui restent « ancrées », c'est-à-dire que les anticipations d'inflation des ménages et des chefs d'entreprises restent en France et en zone euro assez proches de la cible de la BCE. Il souligne toutefois que la possibilité d'un « désancrage » des anticipations et celle d'une indexation des salaires sur les prix plus forte que prévue pourraient rendre l'inflation plus persistante. Ainsi dans un tel scénario, le taux de croissance de l'IPCH en France resterait supérieur à 5 % en 2024 selon le modèle macroéconométrique FR-BDF de la Banque de France.

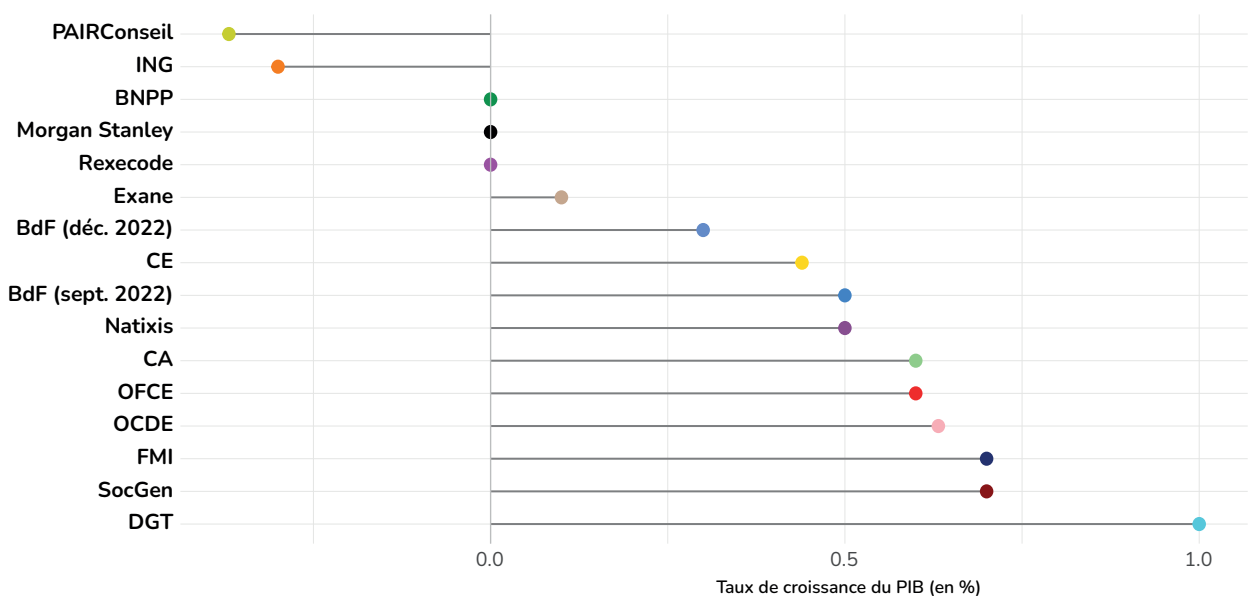
Emmanuel Bétry rappelle que l'évolution des salaires est au cœur des prévisions macro-économiques. Les prévisions en la matière sont issues de l'équation de salaire moyen par tête du modèle *Opale*, le modèle macroéconométrique de la Direction générale du Trésor pour les prévisions. Cette équation fait dépendre le salaire moyen de la productivité, du taux de chômage et du taux d'inflation. Elle implique que les deux tiers d'une hausse de prix sont répercutés sur les salaires au bout d'un an (80 % au bout de deux ans). Pour 2023, le Trésor anticipe une hausse des salaires de l'ordre de 4,2 % une fois intégrés les effets de l'activité partielle. Emmanuel Bétry souligne cependant que ces prévisions doivent être considérées avec la plus grande prudence au vu du contexte exceptionnel des années 2022 et 2023, l'ampleur du choc inflationniste et le fait qu'il s'agisse d'une inflation en grande partie importée étant susceptibles de modifier le comportement des acteurs d'autant que la faible inflation de la décennie précédente a pu conduire à une perte d'habitude en matière de négociations salariales. Malgré cette incertitude, il a été fait le choix de retenir la prévision issue du modèle *Opale*, les chocs actuels pouvant plaider autant pour une transmission plus forte des prix aux salaires que plus faible.

Grégory Verdugo s'est focalisé sur les effets de diffusion des hausses du SMIC sur le reste des salaires. Il rappelle les spécificités du SMIC : homogénéité et modalités de revalorisation minimales automatiques. Cette indexation automatique explique une hausse du salaire minimum de 8% en 2022. Cette hausse pourrait contribuer significativement à la hausse des autres salaires nominaux selon le modèle économétrique de Chouard, Cette et Verdugo (2011). Ce résultat doit cependant être interprété avec prudence. En ce qui concerne les salaires au-dessus du SMIC, il est difficile d'identifier entre les hausses liées directement à l'inflation et celles en réponse à la hausse automatique du salaire minimum. La compression des salaires entre le salaire médian et le premier décile appuie cependant l'idée d'une diffusion non négligeable des hausses du SMIC pour les salaires compris entre le SMIC et le salaire médian. Grégory Verdugo souligne également l'importance de la part variable des rémunérations dans l'ajustement des salaires aux conditions macroéconomiques. Les entreprises peuvent augmenter le salaire de base pour répondre à l'inflation mais réduire les parts variables pour rester profitables.

L'économie française à horizon 2023

Ces bouleversements conjoncturels ont conduit à des révisions majeures des prévisions de croissance du PIB pour 2023 par rapport à celles réalisées l'année dernière. En moyenne, les prévisionnistes des instituts présents à l'OFCN ont revu de -1,4 point leur prévision de croissance pour l'année 2023. Les scénarios précédents, dont la chronique contenait la reprise post-Covid de l'économie française, ont laissé place à un flou quant aux conséquences économiques de ces nouveaux chocs. La prévision de croissance du PIB en 2023 figurant dans le Projet de Loi de Finance 2023 s'établit à +1 %. Les autres instituts, dont la prévision a été globalement réalisée un peu plus tard dans l'année (octobre-novembre contre août pour la prévision du gouvernement) sont plus pessimistes en annonçant au mieux une croissance à +0,7 % tandis que certains instituts évoquent la possibilité d'une croissance nulle, voire négative (graphique 8).

Graphique 8. Prévisions de croissance du PIB France en 2023



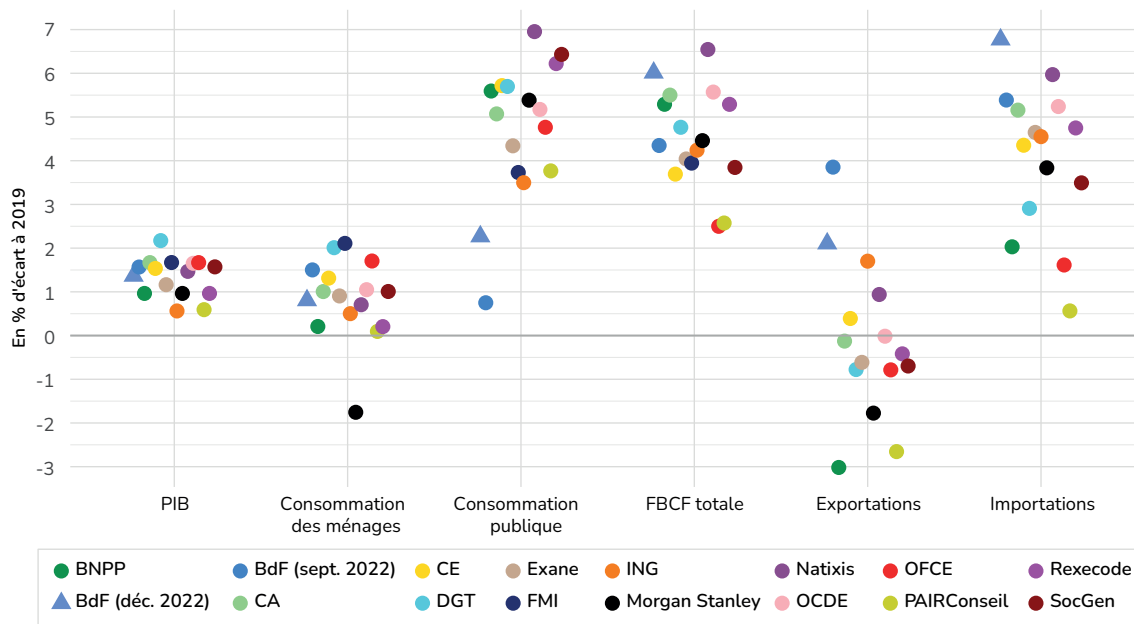
OFCN, calcul des auteurs.

En regardant les prévisions des composantes de cette croissance ralentie (graphique 9), on peut souligner l'hétérogénéité des scénarios présentés, reflet des incertitudes conjoncturelles flottant sur l'année 2023. Pour chaque poste de la demande, les disparités entre les prévisionnistes concernant le niveau atteint en 2023 par rapport à 2019 sont d'au moins 4 points (base 100 en 2019) alors que les prévisions du niveau du PIB en 2023 sont plus rapprochées avec un écart de 2 points seulement. Le graphique 10 montre que même lorsque les taux de croissance du PIB sont proches, les contributions de chaque composante peuvent être sensiblement différentes, et ce sur tous les postes.

Les prévisions sur le commerce extérieur sont davantage dispersées (graphiques 9, 10 et 11) reflétant les incertitudes précédemment évoquées qui pèsent sur l'environnement international. Ainsi, la Banque de France ou l'ING sont relativement optimistes sur les exportations françaises en 2023 qui dépasseraient leur niveau de 2019. La contribution du commerce extérieur à la croissance française serait ainsi positive (0,3 point de PIB pour la Banque de France, 0,4 point pour l'ING). Certains instituts

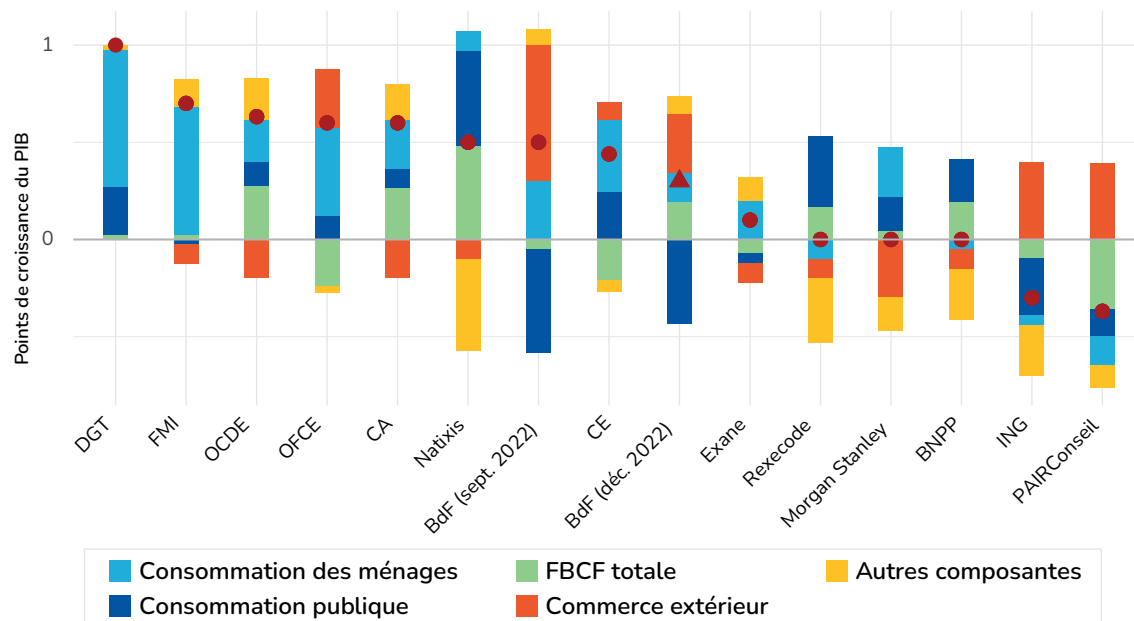
comme l'OFCE misent également sur une contribution positive du commerce extérieur mais en anticipant plutôt des importations plus faibles. Néanmoins, pour une majorité d'instituts, la progression des exportations resterait modeste et ne rattraperait pas le niveau d'avant-crise, le commerce extérieur contribuerait alors négativement à la croissance du PIB.

Graphique 9. Prévisions des composantes de la croissance du PIB France en 2023



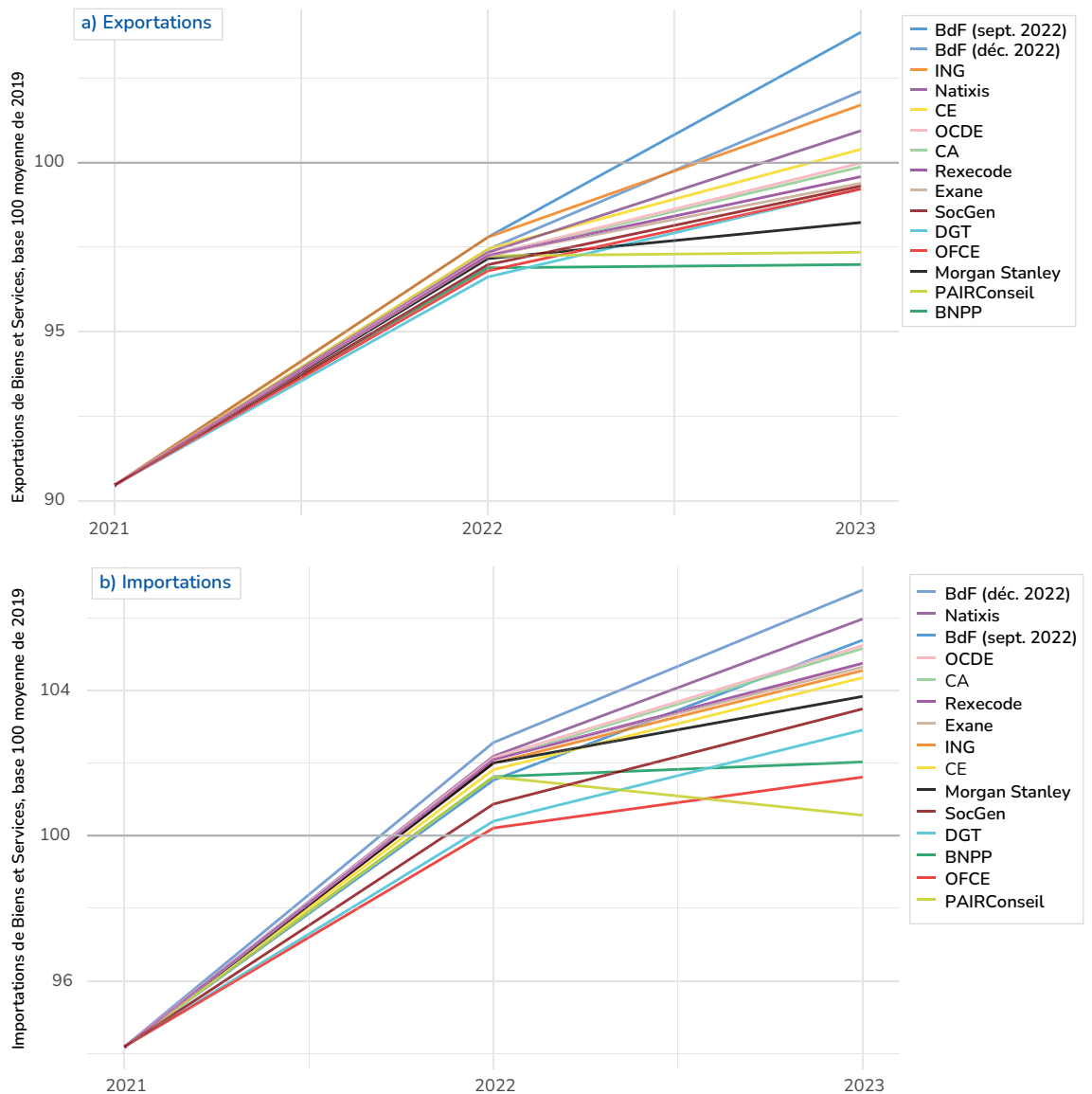
OFCN, calcul des auteurs.
 Aide à la lecture : voir la note graphique 1.

Graphique 10. Contributions à la croissance du PIB France en 2023



OFCN, calcul des auteurs.

Graphique 11. Prévisions du commerce extérieur

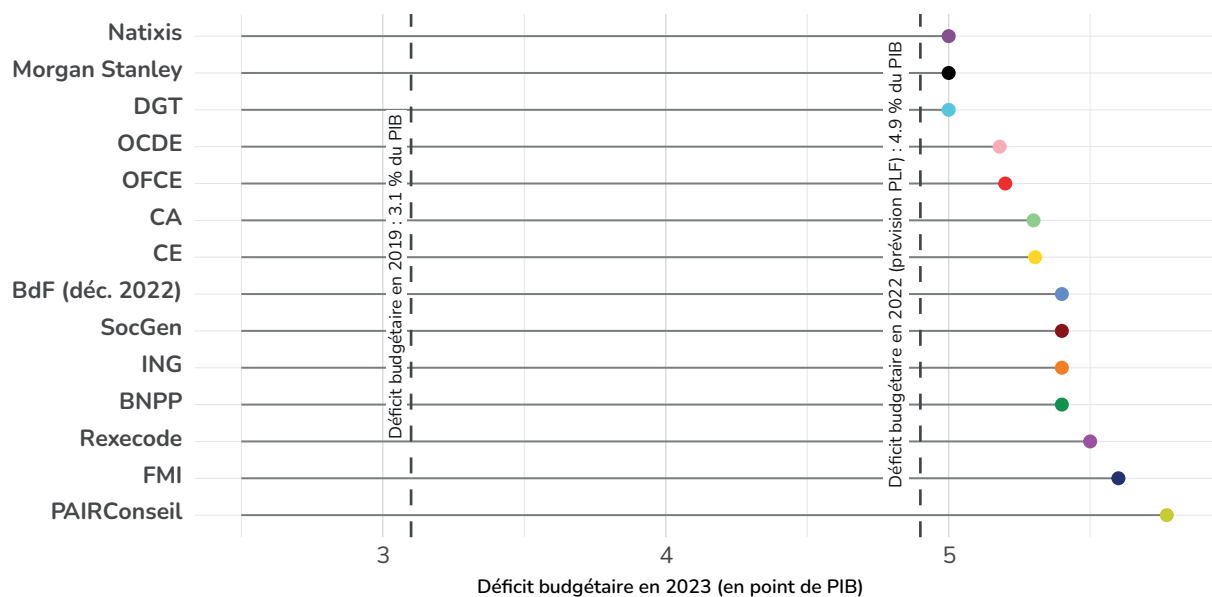


OFCN, calcul des auteurs.

Les prévisionnistes s'accordent sur le fait que le solde budgétaire serait toujours dégradé (graphique 12). Malgré la fin annoncée du « quoi qu'il en coûte », la plupart des instituts affichent une hausse des dépenses publiques avec un déficit public qui se creuserait à la suite des différentes mesures pour pallier aux effets négatifs des crises. On s'éloignerait alors de la cible du déficit budgétaire à 4,9 % du PIB annoncée par le gouvernement.

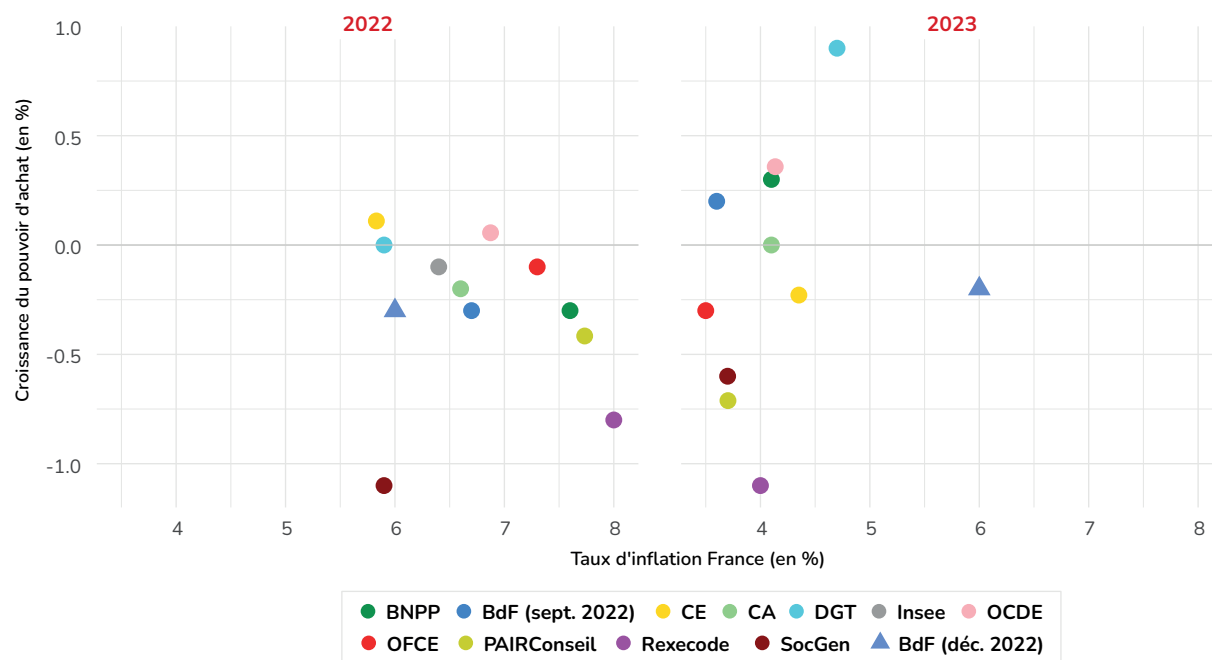
Pour une majeure partie des prévisionnistes, la situation des ménages se détériorerait davantage en 2023 (graphique 13) : avec une inflation, qui certes ralentirait tout en se maintenant à un niveau élevé autour de 4 %, les instituts envisagent un pouvoir d'achat qui risquerait de s'affaiblir en 2023 avec au pire une perte de pouvoir d'achat de -1 %. Cette prévision de baisse du pouvoir d'achat n'est pas unanime, certains instituts plus optimistes tableraient sur une progression, faible mais positive, du pouvoir d'achat autour de +0,2 %. Pour le cas extrême, la DG Trésor annonce dans le PLF 2023 une croissance du pouvoir d'achat de +0,9 %.

Graphique 12. Prévisions du déficit public en 2023



OFCN, calcul des auteurs.

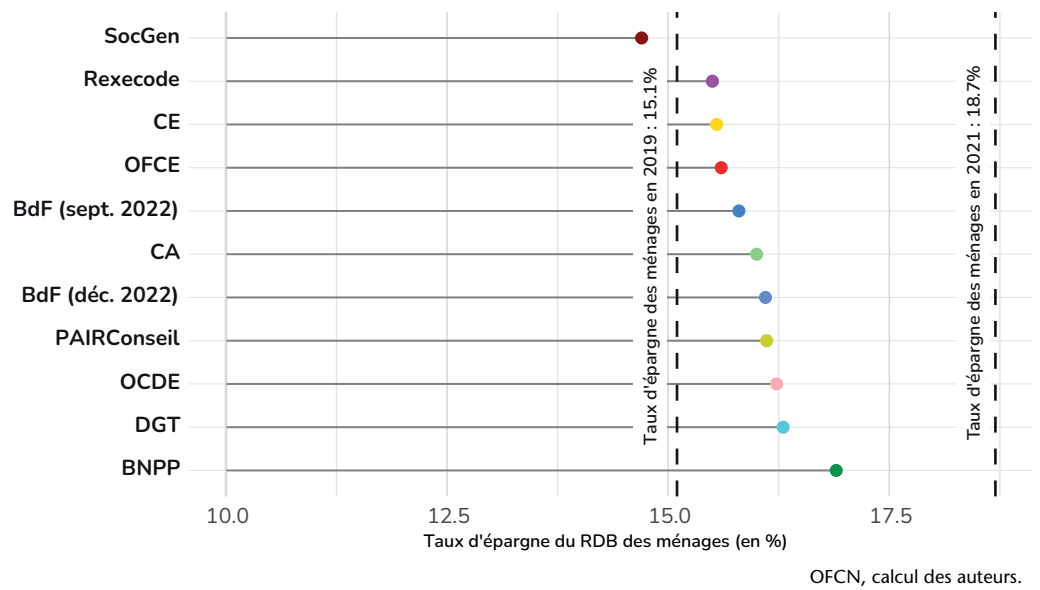
Graphique 13. Évolution du pouvoir d'achat des ménages en 2022 et 2023



OFCN, calcul des auteurs.

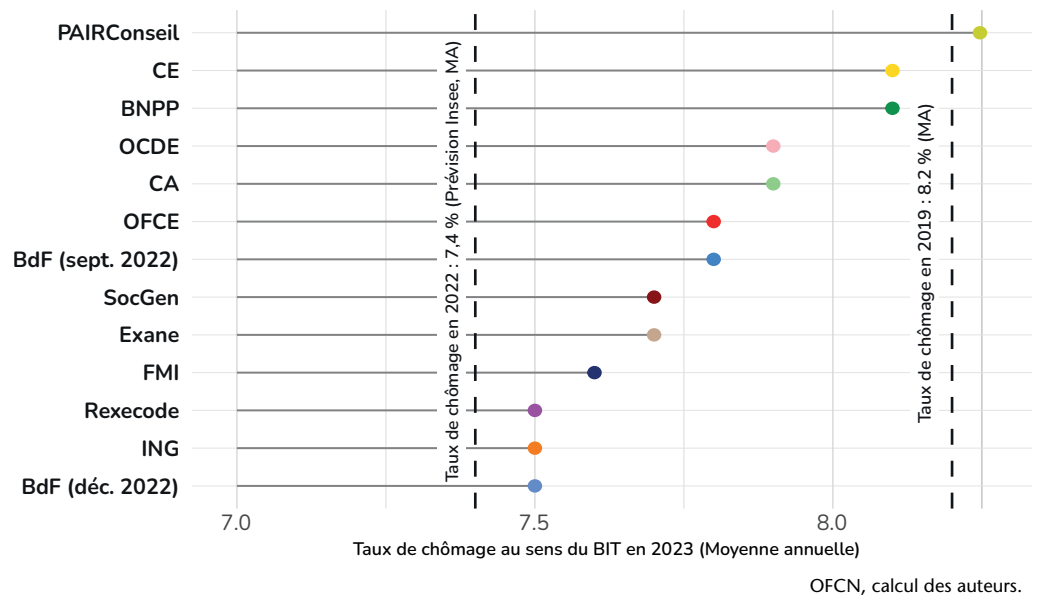
Cela pèserait sur la consommation des ménages dont la progression pourrait être faible, voire négative en fonction des scénarios. Le taux d'épargne des ménages (graphique 14) resterait plus élevé qu'en 2019 bien qu'en baisse par rapport au niveau particulièrement élevé observé en 2021 où les ménages sont parvenus à se constituer une sur-épargne, laissant transparaître ainsi un comportement qui tendrait à la précaution au vu de la conjoncture (ralentissement de l'activité, augmentation des dépenses publiques, incertitudes). L'investissement des ménages devrait, quant à lui et selon la majorité des instituts, reculer avec la remontée des taux d'intérêt.

Graphique 14. Prédiction du taux d'épargne des ménages en 2023



L'année 2023 marquerait l'arrêt de la baisse du taux de chômage observée ces dernières années en lien avec la fermeture du cycle de productivité. Les instituts s'accordent sur un taux de chômage en légère hausse par rapport à 2022 mais toujours en-dessous du niveau de 2019, soit entre 7,5 % et 8,2 % (graphique 15).

Graphique 15. Prédiction du taux de chômage en 2023



Enfin, d'après les instituts qui ont effectué une prévision sur le potentiel de croissance de l'activité française, leur prévision de croissance du PIB serait en 2023 à nouveau en-dessous de son potentiel, creusant de fait l'écart de production. Hormis la DG Trésor qui conserve la prévision inscrite dans la Loi de programmation des finances publiques (+1,35 %), les prévisionnistes ont révisé à la baisse la croissance potentielle de la France, entre +1 % et 1,2 %, soulignant l'effet structurel de l'évolution démographique et des crises successives depuis la fin 2019 sur l'économie française. ■

Encadré 2. La France et l'Europe face aux défis de la crise énergétique

La deuxième table ronde proposait un éclairage sur la dynamique des prix du gaz et de l'électricité en France et en Europe par Pierre-Laurent Lucille, économiste à Engie. Il est dans un premier temps revenu sur l'ampleur du choc des prix depuis la fin de 2021. La volatilité des prix de marché du gaz en Europe (Dutch TTF) a été particulièrement forte depuis 2021, avec des pics multipliant les prix par 8,5 fin 2021, et par 19 en 2022 après l'aggravation de la situation du marché en lien direct avec l'escalade du conflit entre l'Ukraine et la Russie. En fin d'année 2022, même si la tendance marque une légère accalmie, les niveaux des prix restent très élevés. Il a été aussi mis en évidence que cette crise affecte surtout les prix du marché européen. L'impact sur l'IPC en France reste modéré en comparaison avec l'ampleur du choc, notamment grâce à l'encadrement des prix énergétiques pour les ménages et des mesures comme le bouclier tarifaire qui ont permis de limiter l'impact sur les prix de consommation.

Afin de mieux comprendre la dynamique des prix de marché du gaz, M. Lucille expliquait que pour faire face à la baisse d'offre de gaz résultant des embargos sur le gaz russe, il a fallu à la fois faire baisser la demande de gaz (de l'ordre de 400 TWh) et substituer une partie de l'offre (600 TWh) en important du gaz naturel liquide (GNL). Le GNL est une matière plus chère à produire et à acheminer. Si les capacités de production ont pu s'adapter dans le passé à la fluctuation de la demande de gaz, celles-ci voient leurs limites atteintes avec les fortes variations de 2022 des prix du gaz et de la demande de GNL. Par ailleurs, les investissements dans la production de GNL avaient ralenti ces dernières années du fait de la faiblesse du prix du gaz, qui auparavant rendait le GNL comparativement moins attractif mais qui à court terme limite l'augmentation des capacités de production. S'ajoute à cela un effet de concurrence à l'achat des volumes de GNL entre plusieurs pays. En somme, les prix du GNL devraient rester relativement élevés à horizon 2024.

Les perspectives d'évolution des prix ont été présentées comme allant plutôt vers une légère détente à horizon 2025, avec des niveaux demeurant cependant élevés, autour des 100 euros/MWh. En effet, l'année 2022 enregistre un ralentissement de la demande des pays asiatiques mais également une baisse de la demande en Europe, conséquence des prix élevés et des conditions météorologiques favorables.

Le deuxième volet de l'intervention de Pierre-Laurent Lucille concernait les prix de l'électricité en France et en particulier la situation du parc nucléaire et ses répercussions économiques. Les prix de marché de l'électricité enregistrent une forte volatilité, similaire à celle des prix du gaz. Les prix de ces deux matières premières sont corrélés, cependant les prix de marché de l'électricité intègrent aussi les anticipations sur les prochaines pénuries attribuables en partie à la capacité réduite de production de l'électricité nucléaire future face à des centrales vieillissantes et au programme de grand carénage des centrales qui restreindrait temporairement la production.

En fin d'année 2022, la tendance des prix de l'électricité, comme pour le gaz, était plutôt à la baisse, malgré les aléas qui pèsent toujours sur les deux marchés côté demande et offre, tant au niveau climatique qu'économique. Un premier retour sur les mesures d'urgence, et en particulier sur la sobriété énergétique, affiche des résultats encourageants avec des baisses de consommation (corrigées des effets climatiques) plus fortes qu'anticipées, l'ordre de -6 % pour la consommation d'électricité française.

L'économie française 2023

OFCE (sous la direction de Éric Heyer)



Chaque année, l'OFCE propose dans la collection « Repères » un bilan accessible et rigoureux de l'économie française. L'édition 2023 présente l'état de la conjoncture, les principales tendances et les grands problèmes contemporains. Elle apporte une analyse inédite de la crise de la Covid-19 et propose un bilan du dernier quinquennat ainsi qu'une évaluation des mesures du nouveau gouvernement.

Quel est l'impact des mesures sociofiscales prises au cours du premier quinquennat d'Emmanuel Macron sur le pouvoir d'achat des ménages ? Quelle est la situation du marché du travail en fin de quinquennat et quel bilan peut-on dresser des différentes réformes menées depuis cinq ans ? Quelles sont les conséquences économiques des premières mesures du nouveau gouvernement ? Combien coûterait à l'économie française un embargo sur le gaz et le pétrole russes ? Des références bibliographiques ainsi que de nombreux tableaux et graphiques complètent cet ouvrage.

Version papier : 11 €
Version numérique : 8,49 €

[Où acheter](#)

Directeur de la publication Xavier Ragot
Rédactrice en chef du blog et des *Policy briefs* Christine Riffart
Réalisation Najette Moummi (OFCE).

Copyright © 2023 – OFCE *policy brief* ISSN 2271-359X. All Rights Reserved.

www.ofce.sciences-po.fr  @ofceparis